



ANCHA



AGENCIA NOTICIOSA CHILENA ANTIFASCISTA
EDITADA POR EL FRENTE DEL PUEBLO EN EL EXTERIOR

CON LA UNIDAD Y LA LUCHA, LA **R**ESISTENCIA VENCERA

No. 41

février 1979



25¢/2fr.

Le procès des assassins de Letelier

Durant la première semaine de janvier 1979, a débuté à Washington, aux Etats-Unis, le procès des assassins d'Orlando Letelier. Mais, comme on pouvait s'y attendre, les principaux inculpés, ceux qui donnèrent l'ordre de commettre l'attentat contre Letelier, ne sont pas au banc des accusés. Ceux-ci sont au Chili et attendent que le président de la Cour suprême du Chili se prononce sur la demande d'extradition présentée par la justice américaine et, bien que l'on suppose qu'ils soient en "état d'arrestation", on les a vus se promener à travers le pays, assister à des fêtes et des mariages de membres de leurs familles. Il s'agit de Manuel Contreras Sepulveda, ex-chef de la police secrète de Pinochet — la DINA, — Pedro Espinoza, colonel de l'armée et chef des opérations du même corps policier et Armando Fernandez Larios, capitaine de l'armée, agent de la DINA, qui se rendit aux Etats-Unis avec Michael Townley pour préparer l'attentat qui coûta la vie à l'ex-ministre du gouvernement d'Allende (voir ANCHA no 31, avril 1978, et ANCHA no 32, mai 1978).

C'est ainsi que le procès a commencé sans la présence des coupables directs et ceux qui sont aujourd'hui sous procès sont les instruments de l'assassinat. Michael Townley et les Cubains Guillermo et Ignacio Novo Sampol et Alvin Ross subissent leur procès devant juge et jury.

Les différentes sessions du procès en cours ont déjà confirmé ce qui était connu mais elles ont aussi donné lieu à des révélations importantes. Michael Townley, qui espère voir sa peine commuée en grande partie, selon l'accord intervenu avec le procureur Eugene Propper, s'est efforcé d'offrir une collaboration maximum et sous serment, il a précisé le rôle qu'il a joué, ses contacts, et a nommé ceux qui lui donnèrent cette "mission". En ceci, Townley a cherché à être convaincant, parce qu'en cas de parjure, non seulement il risque de rompre l'accord conclu avec la justice américaine, mais il s'expose à une des plus fortes peines prévues par la loi.

Townley a déclaré que ce fut le colonel Pedro Espinoza qui le chargea personnellement de l'"élimination d'Orlando Letelier". Il a insisté aussi sur le fait que l'"opération fut dirigée dans l'ensemble par le chef de la DINA, Manuel Contreras". En outre, Townley a montré clairement que de concert avec d'autres agents de la DINA, il a participé à d'autres attentats ou préparatifs d'attentats à

l'extérieur du Chili, entre autres, à un attentat manqué contre Carlos Altamirano au Mexique.

De plus, Michael Townley a raconté en détail ses activités au Chili depuis 1971, sa liaison avec le groupe fasciste Patria y Libertad, sa participation à l'attaque contre le canal de télévision de l'Université de Concepcion et à l'assassinat du gardien de ce canal, ses premiers contacts avec la DINA en 1974, ses "missions" à l'étranger pour l'achat d'équipement.

En prenant comme base le témoignage de Townley, qui comparait comme "accusé-témoin", le procureur Propper a déployé ses efforts pour démontrer la culpabilité des officiers chiliens accusés. Mais la défense des Cubains anticastristes dit aussi posséder des preuves qui compromettent et contredisent Townley et qui l'accusent d'appartenir à la CIA. L'avocat des Cubains, Goldberger, base son accusation sur le fait que Townley a contacté la CIA en 1971 et que l'agence américaine a considéré la possibilité de l'utiliser pour certaines opérations. Michael Townley de même que le procureur Propper ont réfuté cette accusation et contre-attaqué en disant tenir des preuves sur les étroites relations existant entre le gouvernement de Pinochet et la DINA d'une part et le Mouvement nationaliste cubain, groupe terroriste anticastriste, avant 1974.

Il ne fait aucun doute que les audiences apporteront d'importantes et de nouvelles révélations, tant sur les attentats commis à l'étranger par la DINA que sur ses contacts avec les services de renseignements américains et des groupes terroristes. Jusqu'à maintenant, le procureur s'est objecté à toutes les accusations de la défense des Cubains en rapport avec les attentats commis contre l'ex-général Carlos Prats, assassiné en Argentine, et celui commis contre Bernardo Leighton à Rome, alléguant "qu'il ne convient pas de les examiner dans le présent procès".

Mais malgré les précisions que peut apporter le procès, pour tous les Chiliens et l'opinion publique mondiale, les faits sont clairs. Tous les crimes et attentats commis contre des Chiliens à l'étranger ont été l'œuvre de la DINA et des services répressifs dirigés directement par Pinochet et s'ajoutent aux milliers et aux milliers d'assassinats commis par les hordes fascistes depuis le coup d'Etat du 11 septembre, crimes que le peuple ne pardonnera pas et punira avec toute sa rigueur.

40p 8851

La constitution maudite cherche à consolider les gorilles au pouvoir

LA PART DU LION

“Le rôle qui doit correspondre à ‘nos’ forces armées et de l’ordre aura une importance **particulière**, dans ce concept de la plus large participation (. . .) **elles seront présentes dans ‘tout’ le processus national** et représentées dans plusieurs des organes et institutions de l’Etat de manière qu’elles puissent apporter leur capacité (de réprimer), leur expérience (dans les assassinats et la torture) et faire montre de patriotisme (made in USA) . . .”

Du rapport de la Commission sur la constitution à Pinochet

(Les guillemets, les parenthèses et les soulignés sont de nous.)

En réalité, les fascistes ne sont pas originaux en ceci. Ils ne font que suivre, à un autre niveau, la voie ouverte par le gouvernement de Frei sous la baguette des Etats-Unis et qui a été amplifiée sous le prétexte que les forces armées sont le peuple en uniforme, respectueuses de la légalité bourgeoise.

Le fait que les militaires en Amérique latine, armés et entraînés par les Américains, se proclament une fois de plus les arbitres suprêmes de la vie de nos pays et se constituent en chiens de garde du système des privilégiés, est une conséquence du fait que leur économie en est arrivée à être dirigée par un groupe de latifundistes et de monopolistes, nationaux et étrangers, dont les intérêts sont diamétralement opposés à ceux de l’énorme majorité des habitants de ces pays, en particulier à ceux des plus exploités. Cette fraction de la bourgeoisie qui concentre dans ses mains l’économie, cherche à y concentrer le pouvoir exécutif. Comme elle ne peut avoir de politique qui soit conforme aux autres secteurs de la bourgeoisie, non plus qu’aux petits et moyens producteurs, elle doit réprimer et appeler sous les armes les enfants de la caste dirigeante.

Au Chili, elle ne cherche pas seulement à les former avec une mentalité répressive mais à les faire travailler directement avec les grands exploiters, les incorporant à son secteur bureaucratique comme en Argentine où ils administrent le secteur du pétrole et d’autres entreprises reliées à la sécurité nationale, concept aussi vague qu’étendu et qui a pris de l’importance avec les menaces de conflit. Au Chili, elle cherche aussi à les mettre à la direction des organismes et entreprises étatiques, et qui malgré la “désétatisation”; constituent le noyau le plus important de l’économie nationale (grandes entreprises minières, banque centrale et d’Etat et des dizaines d’autres entreprises parmi lesquelles on retrouve l’affinage des métaux, le pétrole, les chemins de fer, l’électricité, etc.).

LE CONSEIL DE SÉCURITÉ NATIONALE: NOUVEAU ET PLUS IMPORTANT CENTRE DU POUVOIR D’ÉTAT

Les démocraties bourgeoises les plus avancées, dans les pays plus riches, ont une forme parlementaire bien définie. Dans celle-ci, les différents secteurs bourgeois “négocient” leurs différends dans le partage des votes, “font leurs lois”. Dans ce système, le parlement a des attributions importantes. Néanmoins, dans les pays où le gâteau est moins grand et de plus en plus monopolisé, c’est le pouvoir exécutif, en particulier le président de la république, qui mène la danse.

Dans le processus de fascisation que vit l’Amérique latine, dans lequel les militaires sont ceux qui décident de plus en plus de questions, ceux-ci ont créé (en particulier depuis le coup d’Etat au Brésil), une série d’organismes qui montrent une rupture avec la vieille institutionnalité de la bourgeoisie libérale qui tient les rênes du pouvoir en gouvernant fondamentalement par la tromperie en laissant la violence pour les cas d’urgence. Maintenant, la démagogie est seulement le complément de la répression qui devient l’élément principal de l’oppression du peuple. Au Chili, dans le chapitre X du projet de constitution, on propose de créer un Conseil de sécurité nationale.

POUVOIRS DU CONSEIL DE SÉCURITÉ NATIONALE

Entre autres, il n’y aura rien de moins que d’approuver l’“objectif national” qui est un programme d’une durée de dix ans qui définit les buts, les fins, y compris les moyens et les formes de les atteindre,



pour orienter toute l’activité de l’Etat dans les domaines politique, social, économique, administratif, législatif, culturel, de l’éducation, scientifique, etc., etc. Par conséquent, ceci transforme toute la machine d’Etat — y compris le parlement naturellement — en simple exécutant, en instrument de l’objectif national.

Une autre des “quelques attributions” du Conseil de sécurité nationale est de décréter les états d’urgence, l’état de siège en cas de “guerre interne”, etc. Bien que formellement après dix jours le parlement doit se prononcer sur toutes ces mesures, il sera mis devant un fait accompli, en supposant qu’il est disposé et qu’on lui permette de s’y opposer, ce qui est douteux. En plus, avec le pouvoir qu’ont les fascistes, en dix jours, ils peuvent même faire disparaître la nécessité de n’importe quel état d’urgence.

Et comme si tout ceci n’était pas assez, on laisse la porte ouverte à ce qu’une loi postérieure régleme “en plus” “l’organisation, le fonctionnement et les attributions de ce Conseil”. C’est-à-dire que le projet qui est si clair quand il s’agit de réprimer les “terroristes”, laisse ce problème de grande importance non solutionné pour être précisé davantage par un parlement élu par le gouvernement fasciste.

COMPOSITION DU CONSEIL DE SÉCURITÉ

Il est formé, avec droit de parole et de vote, de cinq militaires (quatre commandants-en-chef des forces armées et le directeur général des carabineros, en plus du chef d’état-major de la Défense nationale) et de quatre civils (le président de la République, de la Cour suprême, du Sénat et de la Banque centrale). Dans le cas très hypothétique que ces civils (!) désirent s’opposer et qu’on les laisse faire, ils sont en minorité et doivent compter sur l’appui d’au moins deux militaires pour faire pencher la balance en leur faveur. Peuvent assister avec droit de parole seulement les ministres de la Défense, de l’Intérieur, des Affaires étrangères et de l’Economie.

Ce qui est inqualifiable est qu’aussi la “Commission des vingt-quatre”, qui comprend des personnalités de l’opposition tolérée par la Junte et qui étudie un autre projet de constitution, accepte la création de cet organisme, selon les déclarations faites à la presse, se limitant à questionner ses pouvoirs. Il ne faut pas être très perspicace pour savoir que la tendance sera, si cet organisme est créé bien qu’avec des objectifs limités, de chercher à avoir toujours de plus importantes attributions.

SUR LE RÔLE DES FORCES ARMÉES

Ce que veulent ces messieurs de la Commission sur la constitution qui représentent la crème des politiciens réactionnaires (Jaime Guzman, Larrainos e Izaquirrez, Bulnes et Juan “de Dios” Carmona, l’homme de confiance et ex-ministre de

M. Frei) est de 1) soumettre le pouvoir civil aux ordres des militaires et 2) continuer à désarmer le peuple.

1° — Soumettre le pouvoir civil aux ordres des militaires:

— avant, les forces armées devaient obéissance au président de la République qui était le commandant suprême. Maintenant, elles devront obéissance à leurs commandants-en-chef et non au président.

— avant on disait que les forces armées avaient un caractère non délibérant, mais il y a une exception qui supprime la première règle. On dit: "sauf en des matières propres à leurs fonctions". Par exemple, les forces armées estimaient de leurs fonctions de renverser le gouvernement constitutionnel, elles estiment que des idées politiques, économiques, sociales déterminées, etc., etc., vont contre la sécurité nationale, donc il n'y a pratiquement rien qu'elles estiment hors de leur compétence. De plus, ce sont les seules qui déterminent ce qui fait partie ou non des fonctions.

— les généraux-en-chef étaient auparavant nommés par le président de la République, mais on devra élire par mandat constitutionnel l'officier de plus haut grade, qui une fois élu sera inamovible, c'est-à-dire qu'on n'aura pas le droit de le mettre à la retraite.

— les promotions et les retraites seront signifiées par décret présidentiel, mais sur proposition du commandant-en-chef respectif.

— si le président met de simples officiers à la retraite, il devra le faire avec l'accord du Conseil de sécurité nationale dont nous savons qui détient le contrôle. C'est-à-dire que le président de la République appose sa signature à ceux que les forces armées lui désignent, y compris dans l'hypothèse non-réaliste qu'il n'est pas d'accord avec elles.

2° — Continuer à désarmer le peuple:

A tout prix, la constitution cherche à désarmer le peuple idéologiquement; en soutenant qu'il n'est pas nécessaire de recourir à la violence pour défendre ses intérêts et conquérir le pouvoir, que l'on doit se confiner aux élections et à la voie légale; la constitution désarme le peuple politiquement en persécutant toute organisation politique populaire; nous avons déjà vu comment la constitution sanctionne ceux qui ne font que concevoir que les travailleurs doivent lutter pour leurs droits (lutte de classe); elle les désarme organisationnellement: cherchant à diviser et à contrôler les syndicats et autres formes d'organisations de masses, limitant à l'extrême le droit de grève, d'expression, de manifestation, etc., et toutes les libertés pour le peuple. Mais tout ceci ne suffit pas à la réaction, et pour être tranquille, les forces armées veulent aussi

désarmer militairement le peuple, c'est-à-dire le principe du contrôle des armes. Elles veulent maintenant lui donner un caractère constitutionnel pour que ce principe ne puisse pas être abrogé par une simple loi, mais par la majorité et les formalités d'une réforme constitutionnelle.

Comme on se le rappellera, avec la loi de contrôle des armes, qui fut acceptée favorablement par tous les croyants de la voie pacifique et du "professionnalisme" des forces armées et combattue par les véritables révolutionnaires, débuta la préparation psychologique du coup d'Etat.

Mais encore plus, la rédaction du projet de constitution dit clairement qu'il y aura dans l'avenir une autre loi de contrôle des armes que dictera le parlement marionnette que pensent faire élire les fascistes avec une nouvelle farce d'élection.

* * *

Les forces armées chiliennes ne sont pas une exception en Amérique latine, comme l'ont soutenu certains falsificateurs de l'histoire. Déjà avant le coup d'Etat, elles avaient assassiné plus de 10,000 ouvriers, paysans, étudiants et révolutionnaires pour défendre les intérêts de l'oligarchie et de l'impérialisme. Ce chiffre a plus que triplé depuis le 11 septembre. Néanmoins, il y a encore ceux qui, pour nier le juste droit du peuple à répondre à la violence réactionnaire par sa violence, répandent de fausses illusions sur un soi-disant secteur "démocratique" ou "non-fasciste" des forces armées, qui pourrait offrir au peuple sa liberté et un meilleur bien-être. Naturellement, il y a des sections au sein des forces armées qui sont mécontentes de Pinochet, mais si ceux-ci veulent le déposer, en alliance avec Frei et autres comme lui qui conspirèrent et appuyèrent les fascistes, c'est pour continuer l'exploitation en profitant de toute l'"institutionnalité" de Pinochet.

Les gorilles cherchent à s'accrocher au pouvoir parce que l'oligarchie l'exige pour la survie du système capitaliste, pour "son ordre et sa sécurité nationale". L'expulsion véritable de ceux-ci est liée inévitablement à la transformation du système capitaliste, dépendant, à l'instauration d'une véritable démocratie pour le peuple avec une claire perspective socialiste.

Ce qui servira pour distinguer les patriotes, les démocrates et les révolutionnaires des opportunistes, c'est l'attitude face aux forces armées qui ont massacré notre peuple et qui ont ruiné le pays. S'ils sont pour le maintien de leur "participation" et pour leur existence même, les accusant de tout ce qui s'est passé le moins possible, ou s'ils chercheront à armer le peuple idéologiquement, politiquement, organisationnellement et militairement pour qu'il puisse réellement conquérir le pouvoir et se libérer de toute forme d'oppression et d'exploitation nationale et étrangère, d'où qu'elle vienne.

Pour le droit de vivre dans la patrie

Il y a 10 pour cent de la population chilienne, c'est-à-dire plus d'un million d'habitants, qui sont forcés de vivre loin de notre patrie. Des centaines de milliers de Chiliens se sont vus obligés d'émigrer avant de mourir de faim, et la terrible situation économique qu'a imposée la dictature rend plus difficile le retour des Chiliens dans leur pays. D'autre part, il y a des dizaines de milliers d'exilés politiques chiliens qui ont été expulsés par la dictature ou qui ont réussi à s'arracher aux persécutions et ont demandé l'asile dans d'autres pays; ces camarades, en plus des difficultés économiques qu'ils doivent résoudre pour vivre au Chili, se trouvent dans l'impossibilité de revenir à cause de l'interdiction de la tyrannie.

Devant la pression énorme de l'opinion publique chilienne pour qu'on autorise le retour des exilés politiques, ainsi que par la lutte des exilés eux-mêmes et la pression internationale (en plus de l'objectif démagogique de maquiller un peu son image détériorée), la dictature a annoncé, il y a quelques mois, une farce d'"aministie". Nous disons farce d'"aministie" parce que la tyrannie soutient que "les exilés peuvent demander la permission de revenir" mais qu'elle peut ou non accorder cette permission (de fait la majorité des demandes ont été ouvertement rejetées ou sont "en étude" depuis plusieurs mois sans réponse). Dans la demande que les exilés doivent remplir quand ils requièrent la permission de revenir, ils doivent affirmer qu'ils ne feront pas de politique et qu'ils respecteront le régime de Pinochet. C'est-à-dire que la dictature se réserve le droit d'accepter certaines demandes et d'en refuser d'autres et que les demandes acceptées le sont avec des conditions et des limitations définies. Sans nier que certains camarades utiliseront cette possibilité pour revenir au Chili, nous devons dire

clairement que cette fausse "aministie" n'est même pas une solution minimale pour les exilés.

Ces cinq ans et plus d'exil ont causé beaucoup de tort au peuple chilien, séparant les familles, faisant en sorte que des centaines de milliers d'enfants chiliens sont éduqués dans d'autres langues ou d'autres cultures, loins de la réalité chilienne, ainsi que beaucoup d'autres graves problèmes caractéristiques de l'exil. En même temps la lutte au Chili réclame la présence de tous les patriotes pour frapper avec plus de force la dictature.

Le droit de vivre dans la patrie est un droit inaliénable que nous devons exiger de la dictature. Ainsi, le Front du Peuple du Chili lance aujourd'hui comme un des mots d'ordre les plus importants à l'heure actuelle: **Le retour de tous les exilés politiques sans conditions!**

Le droit de tout Chilien de vivre sur sa terre et en particulier de vivre libre dans son pays, nous le conquerrons par la lutte et nous ne le recevrons en cadeau de personne.

La pratique a démontré hors de tout doute que la lutte nous donne ce que le fascisme nous refuse; ainsi nous devons développer l'unité de tous les exilés politiques dans la lutte pour conquérir le droit de retour inconditionnel, ainsi que nous devons appuyer toutes les actions qui se réalisent en ce sens au Chili.

Nous ne devons pas oublier que le droit de revenir au Chili est lié à la lutte générale pour le renversement de la dictature, combat qui est la tâche principale tant que subsiste la tyrannie et dans laquelle lutte nous devons unir tous les antifascistes sincères:

UNISSONS-NOUS DANS LA LUTTE POUR LE RETOUR DE TOUS LES EXILÉS POLITIQUES SANS CONDITION ET POUR LE DROIT DE VIVRE LIBRE AU CHILI!

La voix des partis antifascistes

Le Front du Peuple du Chili, en tant qu'organisation antifasciste qui lutte pour l'unité des sections les plus conséquentes de la Résistance et pour la formation d'un large front anti-dictatorial, promouvoit et appuie tout ce qui sert la lutte pour le renversement de la tyrannie. Ainsi, depuis le premier numéro d'ANCHA, nous avons diffusé les opinions des différents partis qui luttent pour écraser le fascisme. Des documents du Parti socialiste (CNR), du PCR, du MAPU, du MIR, de la Gauche chrétienne et de la Jeunesse radicale révolutionnaire (IIIe Congrès) ont été reproduits dans nos

pages.

Suivant cette ligne unitaire, nous présentons aujourd'hui trois documents de différentes organisations qui luttent contre la junte militaire (PCR, MIR, PS et JRR) et, à mesure que nous recevons du matériel, nous continuerons de publier les positions des différentes forces de la Résistance pour contribuer dans la mesure de nos forces à l'unité des révolutionnaires et à la formation d'un large front anti-dictatorial pour renverser la dictature et écraser le fascisme.

* * *



13e anniversaire du PCR du Chili

Le 15 février, le PCR célèbre le treizième anniversaire de sa fondation. A cette occasion, nous reproduisons des extraits de l'article publié dans "El Pueblo" no 94 où est relatée une partie de l'histoire du PCR.

* * *

Fruit d'une grande lutte des véritables révolutionnaires prolétariens contre les opportunistes, lutte qui se développa principalement à l'intérieur du vieux et soi-disant Parti "communiste", le groupe "Spartacus" fut formé en 1963. Dans cette organisation, se regroupèrent tous les marxistes-léninistes conséquents, ceux qui par un travail intense d'éclaircissement politique et idéologique, de lutte et de critique contre le révisionnisme khrouchtchévien qui vint renforcer les positions opportunistes de la clique dirigeante du faux P"C", créèrent les conditions nécessaires pour la convocation du Congrès de formation du Parti communiste révolutionnaire du Chili.

Le 1er Congrès des communistes révolutionnaires se tint les 13, 14 et 15 février 1966. Lors de cet événement historique, le programme des communistes révolutionnaires pour guider le peuple dans l'étape actuelle de la révolution chilienne et les Statuts du Parti furent adoptés et le 1er Comité central fut élu.

Durant ces années, le Parti communiste révolutionnaire du Chili a travaillé avec une passion et une fermeté révolutionnaires pour servir de façon désintéressée la cause de notre peuple, pour s'unir étroitement à la vie et à la lutte des ouvriers et paysans pauvres, des étudiants et des professeurs, des employés et pobladores afin de lier la théorie marxiste-léniniste à la pratique concrète de la lutte de notre peuple, pour diriger et élever constamment la lutte révolutionnaire du peuple chilien avec la perspective de la conquête du pouvoir par le moyen des armes et arriver ainsi à sa véritable libération.

Au cours de ces années, d'importants événements politiques sont survenus dans notre pays. Entre autres, l'expérience révisionniste d'avant le régime fasciste actuel a constitué une preuve qui aida à tremper encore plus le caractère prolétarien de notre Parti. Ces trois années de tromperie, où l'on cherchait à faire croire au peuple qu'il avançait vers le socialisme, quand en vérité ce que cherchait la clique révisionniste de Corvalan était de créer les conditions pour développer au Chili un régime de capitalisme d'Etat, dépendant du social-impérialisme russe, semblable à ceux existant en Europe de l'Est et à Cuba à l'heure actuelle. La clique de Corvalan fut suffisamment habile pour regrouper autour d'elle et entraîner, par la démagogie et la corruption, tous les partis qui formaient la so-disant gauche traditionnelle, derrière les objectifs mentionnés. Evidemment, des secteurs de base de ces partis, plusieurs de leurs dirigeants honnêtes et particulièrement les éléments les plus avancés des masses, virent rapidement à travers cette tromperie et les buts véritables que la clique dirigeante du faux P"C" cherchait à atteindre.

Ainsi, bien que ces secteurs ne parvinrent pas à opposer, sous une forme consciente et cohérente, une alternative correcte et contraire à la position hégémonique du révisionnisme dans ce qui fut le gouvernement de l'UP, nous reconnaissons néanmoins que des contradictions aiguës apparurent en son sein. Ces contradictions ont permis qu'aujourd'hui se développe une grande discussion et une véritable crise au sein de tous ces partis, crise qui, en plusieurs cas, a conduit d'importantes sections à rompre définitivement avec la clique révisionniste de Corvalan et avec les agents de cette clique à l'intérieur des partis de l'ex-UP. Ce fut le cas pour des sections du MAPU, de la Coordination nationale des



Régions du Parti socialiste, et d'autres.

Au contraire, notre Parti — le PCR — fut le seul qui présenta une véritable alternative révolutionnaire prolétarienne pour combattre l'impérialisme et les réactionnaires nationaux, pour mobiliser le peuple uni contre la menace fasciste qui se présentait à cette époque et qui aboutit au coup d'Etat de Pinochet. Le PCR fut le seul qui ne se laissa pas tromper par l'illusion de la "voie pacifique" des opportunistes et qui établit une voie authentique pour la libération et la construction d'un véritable socialisme au Chili. Néanmoins, nous avons aussi commis des erreurs dans l'application de notre ligne correcte, erreurs dont nous avons fait l'autocritique, ce qui en plus de notre développement encore limité, ne nous a pas permis de jouer le rôle d'avant-garde qui correspond à notre Parti comme parti révolutionnaire du prolétariat. Nous faisons des efforts pour surmonter les limites que nous rencontrons aujourd'hui, dans les dures conditions de la répression fasciste.

Présentement, le PCR continue de donner des preuves de courage et de fidélité révolutionnaires sans réserve à la cause révolutionnaire en servant de tout cœur les intérêts du prolétariat et du peuple dans la lutte à mort contre la dictature fasciste, pour l'expulsion de l'impérialisme américain et des réactionnaires locaux.

Notre Parti célèbre son anniversaire en présentant avec force une politique d'unité et de lutte contre le fascisme et l'impérialisme, ligne exprimée par la politique du Front du Peuple, politique qui s'est concrétisée de façon vigoureuse dans les masses ouvrières et populaires. Les comités du Front du Peuple qui, jour après jour, augmentent en nombre dans les différentes sections, en sont un témoignage clair.

Face à la situation actuelle, le PCR a persévéré dans la juste alternative révolutionnaire prolétarienne, s'opposant à la ligne de suitisme et de capitulation qu'a cherché à promouvoir la clique toujours opportuniste de Corvalan en cherchant les compromis avec le démagogue professionnel et agent américain, M. Frei. Le PCR promouvoit la lutte de Résistance active pour le renversement de la dictature et l'instauration d'un gouvernement démocratique d'unité antifasciste, gouvernement de transition pour passer à un véritable régime **démocratique populaire** avec une perspective socialiste immédiate. Dans ce but, notre Parti soutient la nécessité et la légitimité pour le peuple de s'engager dans la lutte armée face à l'agression fasciste, seul chemin véritable pour écraser le pilier armé du fascisme et de l'impérialisme, soutien de tous les régimes d'exploitation qui ont existé dans notre pays.

* * *

MIR La seule voie véritablement démocratique est celle de la lutte de la Résistance populaire que la classe ouvrière et le peuple développent d'une façon de plus en plus large

(Dernier chapitre de l'éditorial du journal "El Rebelde" No. 142)

Etant donné qu'aucune section du grand patronat n'est conséquemment démocratique, nous les travailleurs et le peuple devons continuer à nous organiser et à intensifier la lutte de la Résistance populaire contre la dictature. Seule la lutte de la Résistance populaire dans les usines, les propriétés foncières, les écoles, les villes et les casernes des forces armées nous permettra de conquérir la force et le pouvoir nécessaires pour vaincre dans l'avenir la dictature, instaurer un gouvernement révolutionnaire provisoire et convoquer une Assemblée constituante sur la base de laquelle sera constitué un **pouvoir réellement entre les mains des travailleurs et du peuple.**

Aujourd'hui, la force pour vaincre la dictature n'existe pas; c'est pour cela que notre tâche la plus importante est d'organiser de plus en plus de comités de Résistance clandestins sur tous les fronts de masse afin d'impulser la lutte légale, semi-légale, illégale et armée de la Résistance populaire. Nous devons développer:

A) la lutte contre le décret-loi 2200 du nouveau Code patronal qui cherche à institutionnaliser le droit pour les patrons de mettre à pied les travailleurs sans indemnisation; qui cherche à légaliser l'emploi des enfants de 14 et 15 ans selon un salaire correspondant à 60 pour cent de celui que reçoivent les travailleurs adultes; qui cherche à allonger la journée de travail de huit à dix heures "selon une entente entre les parties" afin d'augmenter la surexploitation des travailleurs; qui légalise le congédiement sans indemnisation des mères enceintes; qui nie le droit de grève, limite et rend impossible en pratique l'organisation syndicale.

Ne permettons pas l'institutionnalisation de la surexploitation. Développons les grèves, les arrêts de travail et le sabotage. Ne laissons aucun répit aux patrons et aux hauts fonctionnaires gorilles du ministère du Travail. Impulsons la diversion et la propagande armée.

b) la lutte pour le droit au logement et le gel des frais CORVI. Impulsons la lutte pour l'ajournement du paiement des frais CORVI pour tous les travailleurs en chômage et les travailleurs qui gagnent moins de 6,000 pesos. Luttons contre les expulsions.

c) la lutte contre la faim et le chômage. Exigeons une indemnisation minimale de 4,000 pesos par mois pour tous les travailleurs en chômage. Organisons des repas communautaires. Organisons la Résistance et impulsions les expropriations d'aliments contre les patrons. Impulsons la mobilisation de rue afin d'exiger du travail pour tous les chômeurs.

d) la lutte pour un salaire minimum de 6,000 pesos pour les travailleurs actifs et inactifs.

e) la lutte pour les libertés étudiantes, pour l'autonomie universitaire, pour l'éducation gratuite et pour une Fédération des Etudiants élue au suffrage universel. Rejetons les dirigeants de la FECECH imposés par la dictature.

f) la lutte contre le décret-loi 2247 qui monopolise la propriété de la terre entre une poignée de grands propriétaires fonciers; qui met fin à la réforme agraire et qui prive de toute aide technique le secteur réformé.

g) la lutte pour que le gouvernement gorille donne une réponse définitive au sujet des prisonniers disparus. Organisons de nouvelles grèves et de nouvelles mobilisations de rue.

h) la lutte contre les mouchards et la délation que la dictature et ses services de sécurité organisent dans les usines, les écoles, les propriétés agricoles, les villes et les mines. Organisons la Résistance et châtons les délateurs en les battant et en brisant les vitres de leurs demeures. Exécutions ceux qui collaborent ouvertement.

i) la lutte pour le retour au pays des exilés politiques.

En luttant et en organisant aujourd'hui la Résistance pour la défense de nos droits démocratiques minimaux nous générerons la force et le pouvoir nécessaires pour liquider la dictature, instaurer un gouvernement révolutionnaire provisoire et convoquer une Assemblée constituante où le pouvoir soit aux travailleurs et au peuple.

LA RÉSISTANCE GRANDIT ET VAINCRA!

* * *

Résolution de la commission politique du Parti socialiste du Chili

Dans son numéro d'octobre-décembre 1978, *Résistance socialiste*, organe officiel du Parti socialiste du Chili à l'extérieur, publie un document de la Commission politique de la Direction nationale (COPOL) en date de septembre 1978. Comme il nous est impossible de reproduire en entier ce document étant donné sa longueur, nous en présentons les extraits les plus importants.

RÉSOLUTION DE LA COPOL SUR LA RÉUNION MONDIALE DES SOCIALISTES EN EXIL

Au cours de l'histoire du Parti, la lutte entre les divers points de vue politiques et idéologiques s'est durcie de plus en plus, étant donné la nécessité majeure que représentait la direction de la classe ouvrière et du peuple, jusqu'au point où les divergences sont devenues irréconciliables. Ce processus d'épuration du Parti s'est toujours poursuivi en même temps que l'avancement qualitatif du Parti vers sa conversion en une organisation marxiste-léniniste.

(...)

C'est dans ce contexte de luttes idéologiques et politiques internes que notre Parti, comme la gauche chilienne, a été surpris par le sanglant coup d'Etat militaire. Ceux qui cherchaient à endiguer la furie de la bourgeoisie avec de belles déclarations comme "Non à la guerre civile", "Pour le dialogue", ceux qui démobilisaient et freinaient la lutte et l'organisation du peuple, cherchant à lier les mains des forces vives de la révolution qui s'étaient éveillées et étaient sur le point de rompre les chaînes de l'exploitation, auraient dû alors prendre leurs responsabilités. Mais la direction révolutionnaire ne vint pas.

1. Ceux qui choisirent l'exil

Ceux qui avaient la responsabilité de diriger correctement le

processus révolutionnaire en cours et par la suite, la Résistance et la retraite ordonnée du peuple, s'empressèrent lâchement de trouver un refuge et de se protéger, abandonnant leurs postes de combat. Cette débandade se produisit à tous les niveaux de la direction du Parti, incluant la majorité des membres du Comité central élus à la Serena, sauf de rares exceptions. La responsabilité de ces dirigeants est historique. Ils n'ont jamais ni expliqué leur comportement, ni fait la moindre autocritique. Nous pensons qu'ils devraient la faire honnêtement devant tout le peuple.

(...)

Au cours des dernières années, à cause de l'exil, l'état-major du réformisme a été transféré à l'extérieur et il tente à l'étranger de rééditer ses vieilles formules de collaboration de classes avec les sections de l'opposition bourgeoise à la junte militaire, leur abandonnant la direction du processus et niant la capacité et l'indépendance de la classe et du peuple à concrétiser leur projet politique de libération définitive. Ce projet du réformisme chilien appelé UP-DC, qui a la bénédiction du Département d'Etat américain (voyage de Almeyda, Frei et le cardinal aux Etats-Unis) est la prolongation des trahisons historiques envers la cause du prolétariat. Cette alliance UP-DC-Département d'Etat américain ne vise ni la destruction du système ni son affaiblissement; elle veut le réformer pour le faire paraître moins mauvais afin de miner la lutte de classes et de favoriser la collaboration entre les exploités et les exploités. Elle vise fondamentalement à perpétuer le système bourgeois d'exploitation capitaliste.

La minorité "socialiste", représentante de ce projet, s'est auto-proclamée "Secrétariat extérieur" et a cherché à s'ériger en direction du Parti socialiste afin d'en faire un appendice de cette

“sainte-alliance”.

Ce “Secrétariat extérieur”, constitué de quelques membres de l'ex-Comité central, a fait des pressions sur le Parti à l'intérieur pour lui imposer une ligne politique contraire à ses objectifs stratégiques (plénum de La Havane) qu'il devait reconnaître dans un délai de quatre-vingt-dix jours et pour une représentation cooptée par eux à l'intérieur. A l'extérieur, ils imposèrent les dirigeants, expulsèrent des camarades loyaux au Parti et insistèrent pour être reconnus dans un délai de trente jours. Tout ceci en ne tenant pas compte de la nouvelle réalité vécue par le Parti depuis le 11 septembre 1973. La réponse fut claire et catégorique, les véritables militants du Parti reconnurent et appuyèrent la direction réelle et légitime, issue des organisations de base, qui fonctionne à l'intérieur du pays et qui se renforce à chaque jour dans la lutte quotidienne, unie avec ses militants contre la dure et inhumaine dictature.

(...)

... donc il reste des éléments dans nos rangs à l'extérieur, spécialement en Europe, qui, durant ces cinq années de dure bataille du Parti au Chili, ont été incapables de se défaire des vieilles “théories” dépassées par la dynamique de la lutte révolutionnaire dans notre pays. Ces éléments cherchent à raviver la querelle entre “trotskysme” et “stalinisme”, introduisant ainsi un élément de

dispersion, de division, de sectarisme et de dogmatisme au sein du Parti. Ces éléments veulent faire dévier le contenu de la lutte idéologique que nous livrons aujourd'hui. Nous les socialistes qui combattons durement à l'intérieur du pays contre le féroce ennemi de classe, nous ne tomberons pas dans ce piège; nous n'affaiblirons pas les forces du Parti par des luttes intestines; nous n'avons pas de temps à perdre à nous masturber et nous ne pourrions pas nous permettre ces “libertés” et “vices” typiques de la petite-bourgeoisie.

(...)

La lutte idéologique est nécessaire et elle est inévitable entre la théorie révolutionnaire du prolétariat, le marxisme-léninisme, et la théorie bourgeoise et ses diverses manifestations telles que la sociale-démocratie, le révisionnisme, le réformisme, la franc-maçonnerie, etc. Quiconque cherche à étouffer, empêcher ou faire dévier cette lutte idéologique à l'intérieur du Parti et parmi les larges masses travailleuses favorise la pénétration de l'idéologie bourgeoise et est par conséquent un contre-révolutionnaire. Nous n'avons rien à faire avec cette catégorie de gens. (...)

Libération et socialisme coûte que coûte.
Parti socialiste du Chili
15 septembre 1978

JRR Troisième Congrès

Le bulletin “Chile Lucha” a reproduit une entrevue avec Patricio Valdés dont nous donnons ici un extrait:

Quel a été le développement de la JRR-IIIe Congrès au Chili après le coup d'Etat?

P.V.: Nous devons éclaircir certains points. L'organisation — dans sa phase actuelle — est née de l'événement qui lui a donné son nom. Ce congrès, salué par les représentants des organisations de la gauche révolutionnaire, a consacré la séparation définitive du radicalisme traditionnel avec l'objectif de fournir notre apport à l'unité des révolutionnaires à l'intérieur et à l'extérieur de l'Unité populaire. Sans doute, nous nous sommes trompés sur l'appréciation du moment politique national. Nous n'avons pas été en mesure de prévoir l'importance du reflux qui a suivi le coup d'Etat. De même, nous ne pensions pas que nous serions obligés de nous maintenir aussi longtemps en tant qu'organisation indépendante. De là vient le fait que nous nous appelons toujours Organisation du Troisième Congrès de la Jeunesse radicale révolutionnaire. Mais bientôt cette source d'équivoque sera éliminée.

Revenons maintenant aux termes de la question. Le caractère fractionnel de notre travail n'a pas été éliminé par la constitution de la JRR en 1968; il a continué d'exister au sein du Parti radical et plus tard, à cause de la trahison ouverte et corrompue d'un groupe de dirigeants, il s'est développé tant au niveau de la section adulte qu'au niveau de la section jeunesse du Parti. Ce caractère affaiblissait notre capacité de réorganisation en fonction des nouvelles conditions de lutte. Dans les premiers mois qui ont suivi le coup d'Etat, nous avons perdu trois membres de la direction nationale: Jaime Vega Tapia, agitateur, propagandiste et organisateur-paysan; Patricio Weitzel Pérez, diffuseur de la politique révolutionnaire parmi la population des villes et Jorge Aguilar, dirigeant du Cordon de Osorno. Plusieurs dirigeants des

régions et des communes furent arrêtés, torturés et emprisonnés à cause de leur activité au sein du mouvement de masse.

Cela et l'absolue confusion de l'arène politique ont rendu notre réorganisation difficile. Malgré les difficultés et confrontés à d'énormes pénuries matérielles, nous avons quand même maintenu l'organisation à l'échelle nationale en comptant sur nos propres forces. Nous nous sommes développés à l'intérieur du pays. Nous avons alors gagné, cela est normal, l'appui de nombreux ex-radicaux, jeunes et adultes, déçus par l'aveuglement de leur direction. Pourtant, un tel développement était, jusqu'à un certain point, le résultat, le produit, la conséquence d'un travail antérieur. Ce qui était décisif et ce qui l'est toujours, c'est de gagner l'appui des masses ouvrières et paysannes, tout cela au milieu d'une confusion généralisée. Nous dûmes repartir presque à zéro au niveau du travail clandestin. Il fallut aussi former des cadres au vrai sens du mot. Nous eûmes en conclusion à construire une nouvelle organisation. Nous ne pouvons pas dire que nous avons complètement réalisé ces tâches mais nous avons acquis de l'expérience. Nous avons amélioré notre travail. Nous nous sommes libérés des limites que le caractère et le contenu de notre travail antérieur nous imposaient. Tout cela, nous le répétons, dans des conditions très difficiles.

Aujourd'hui nous croyons être suffisamment expérimentés pour envisager de nouveaux développements de notre activité. C'est dans ce contexte que se situe l'annonce de notre réorganisation. Rien ne nous attache au vieux Parti radical. Les pas en avant réalisés au niveau de l'élaboration de notre programme et au niveau de son organisation nous permettront de franchir rapidement cette nouvelle étape. Cette nouvelle étape ne sera peut-être qu'une étape intermédiaire car nous n'éliminons pas la recherche de synthèses supérieures.

* * *

Nouvelles... Nouvelles... Nouvelles... Nouvelles.

La situation à laquelle fait face le régime fasciste de Pinochet sur le plan international s'est aggravée considérablement au cours du mois de janvier. En plus des problèmes avec l'Argentine au sujet du détroit de Beagle, problèmes qui se trouvent en attente étant donné que les ministres des Relations extérieures du Chili et de l'Argentine ont signé un accord par lequel ils acceptent de soumettre leur différend à l'arbitrage du pape Jean-Paul II, des informations en provenance du Pérou indiquent que quatre Chiliens, membres de l'ambassade pinochétiste, ont été expulsés de Lima pour s'être livrés à des activités d'espionnage. Ces informations signalaient aussi qu'un membre des forces armées du Pérou avait été fusillé pour “haute trahison” parce qu'il s'était fait le complice des diplomates-espions du fascisme chilien. Quelques jours plus tard, le gouvernement péruvien déclarait *persona non grata* l'ambassadeur de la Junte au Pérou, l'archi-réactionnaire Francisco Bulnes.

Durant la même période, en Bolivie, d'autres activités d'espionnage menées par des citoyens chiliens étaient dénoncées. Le gouvernement militaire bolivien dénonçait pour sa part un vaste plan d'espionnage orchestré par le fascisme chilien et nommé “Plan Alpaca”. En rapport avec ces dénonciations, plus de trente chiliens furent expulsés de ce pays.

Cette attaque des pays voisins, les Péruviens pour les revendications territoriales, les Boliviens pour l'accès à la mer, a été favorisée par l'extrême isolement de la Junte militaire fasciste et les innombrables erreurs, grossières manœuvres et élucubrations théoriques concernant la géopolitique auxquelles s'est livré Pinochet. Se basant là-dessus, les gouvernements militaires du Pérou et de la Bolivie ont profité de la situation présente pour détourner l'attention des graves problèmes internes auxquels leurs pays font face et utilisant le fait que cette année marque le centenaire de la Guerre du Pacifique, ils tentent d'enflammer les

esprits pour pêcher en eaux troubles.

LES DRAMES DE L'EXIL

Récemment, l'opinion publique chilienne et internationale a été informée avec indignation de deux drames vécus par des exilés chiliens alors qu'était démontrée une nouvelle fois la fausseté du régime et de sa soi-disant "amnistie".

Un de ces cas concerne l'ex-sénatrice et militante du Parti socialiste du Chili, Maria Elena Carrera. Celle-ci avait décidé de retourner au pays pour aider son père gravement malade. Dans un premier temps, elle se rendit à l'ambassade chilienne et se plia à tous les interrogatoires ignominieux imposés par le fascisme pour la livraison de passeports avec le fameux "L" qui ne permettent pas le retour au pays. Ensuite elle remplit un autre formulaire, sollicitant l'autorisation de voyager au Chili. Cette autorisation ne lui fut pas accordée car le ministre de l'Intérieur refusa sa demande en disant qu'elle était considérée comme un "élément dangereux pour la sécurité nationale". Malgré ses multiples demandes, la réponse négative fut maintenue. Son père mourut et elle ne put aller à son chevet à cause de l'"humanisme" du tyran.

L'autre cas s'est produit en Espagne. C'est là que vivait en exil une des filles de l'ex-général de l'armée chilienne Pickering, qui a pris sa retraite en 1973. Sa fille avait elle aussi rempli toutes les formalités pour pouvoir retourner au pays et elle avait aussi reçu une réponse négative des autorités fascistes. Les graves problèmes auxquels elle était confrontée à cause de l'exil la menèrent au suicide.

Ces faits exposent clairement les mensonges du régime de Pinochet, sa grotesque "amnistie" et sa démagogie insolente. Face à cela, nous devons condamner catégoriquement et dénoncer les manœuvres du fascisme, exiger avec plus de force encore le retour de tous les exilés et le droit de vivre au pays sans aucune condition.

TRANSFERT DES ENTREPRISES D'ÉTAT AU SECTEUR PRIVÉ

Poursuivant sa politique de vente de l'économie nationale aux monopoles nationaux et internationaux, la junte militaire a décidé de remettre au secteur privé les quelques entreprises qui étaient encore aux mains de l'Etat. Sont incluses dans ces nouveaux projets des entreprises comme ENDESA (Entreprise nationale d'Electricité), Chilectra, la Ligne aérienne nationale, les Chemins de Fer d'Etat, l'industrie sucrière nationale IANSA, les transports collectifs de l'Etat, etc. Comme premières mesures, l'Etat a décidé de baisser sa participation au budget de ces entreprises de plus de 60 pour cent afin de les obliger à "rationnaliser" leurs services, ce qui signifie en d'autres termes, réduire le personnel, envoyer au chômage des centaines et des milliers d'employés et d'ouvriers. De cette façon le "rationnaliste" Pinochet espère que ces entreprises tomberont en faillite pour les déclarer non rentables et les remettre tranquillement aux mains du secteur privé.

ASSEMBLÉE DES PARENTS DES PRISONNIERS DISPARUS

Samedi le 27 janvier, l'Association des Parents des Prisonniers disparus a organisé une assemblée publique au théâtre Caupolican. Lors de cette assemblée, les parents des disparus exigèrent une fois de plus qu'une réponse soit donnée à leurs innombrables pétitions envoyées pour connaître le sort de leurs proches.

D'autre part, les enquêtes menées au sujet du cimetière clandestin le Longuen se poursuivent et l'enquêteur chargé de l'affaire, Alfonso Banados, a entrepris une série d'entrevues et recueilli les déclarations des parents de prisonniers disparus de la région de Talagante, utilisant pour son enquête les preuves fournies par un dentiste de la région qui a fait des radiographies dentaires sur plusieurs corps, ce qui facilitera l'identification des restes des victimes retrouvées dans la mine abandonnée.

L'ENTREPRISE TEXTILE "FIAP TOME" AU BORD DE LA FAILLITE

850 travailleurs de l'entreprise textile Fiap Tomé sont menacés

d'être mis en chômage en raison de la faillite et de la fermeture imminentes de l'industrie. Face à cette situation, les travailleurs se sont adressés au ministre de l'Economie pour proposer certaines solutions telles la non-reconnaissance de la dette ou la fusion avec une autre entreprise de la même branche de production, afin d'éviter la fermeture. Le ministre leur a répondu que quand une "entreprise est en faillite, les palliatifs ne servent à rien" et que "l'Etat n'est pas en mesure de prendre en charge quelque dette que ce soit". Les "solutions" des autorités fascistes sont d'envoyer au chômage 850 personnes qui s'ajouteront à plus de 3 millions de chômeurs dans le pays et de laisser mourir une région qui vivait de cette industrie.

La crise que traverse l'industrie textile chilienne est le résultat de la politique anti-nationale de la junte qui a permis toutes sortes d'importations, surtout dans le domaine des textiles, en exonérant ces importations de taxes et en fixant si bas les tarifs douaniers que le pays a été envahi de tissus et de marchandises vendues à un prix plus bas que les produits nationaux.

DIPLÔMÉS EN MÉDECINE CONDAMNÉS AU CHÔMAGE

Lors d'une récente conférence de presse, les diplômés des écoles de médecine du pays ont déclaré que plus de 50 pour cent d'entre eux étaient condamnés au chômage étant donné que le Service national de la Santé a réduit les places dans les hôpitaux et les cliniques sous sa juridiction. En outre, ils ont dénoncé cette situation en expliquant qu'elle était le résultat principalement de la politique suivie par le régime qui consiste à rendre la médecine privée. De cette façon, le fascisme oblige des centaines de médecins à pratiquer la médecine privée ou à abandonner le pays pour chercher du travail à l'étranger tandis qu'au Chili, la mortalité infantile, la malnutrition et diverses maladies causées par la misère et le manque de soins médicaux augmentent.

NOUVELLES ARRESTATIONS

Au début de février, six personnes ont été arrêtées dans la ville de Vallenar. Elles ont été accusées d'être "marxistes" et de travailler dans la clandestinité pour la Résistance. Selon les informations publiées au Chili, lors des fouilles pratiquées aux domiciles de ces personnes, des armes et de la propagande contre la junte militaire fasciste ont été trouvées.

TRANSFERTS AU SECTEUR PRIVÉ

Poursuivant la liquidation des biens de l'Etat, le directeur de l'Education de la junte militaire fasciste a déclaré le 9 janvier que le gouvernement envisageait le transfert de l'enseignement technique au secteur privé en réservant au ministère le contrôle de la qualité et un rôle de conseiller. En outre, la dictature a annoncé que le secteur privé prendrait définitivement en main l'exploitation des huitres qui appartenait jusqu'à maintenant au Service de l'Agriculture et de l'Elevage "SAG".

PÉNURIE DE LOGEMENTS

La dictature a énormément accentué la crise du logement au Chili en réduisant de plus de 50 pour cent au cours des dernières années la construction de nouvelles habitations. (Au cours des dix dernières années, la moyenne des logements construits annuellement était de 37,000 alors que maintenant elle n'est que de 15,000.) Selon les chiffres du ministère du Logement lui-même, il existe une pénurie de 600,000 logements et 23 pour cent des constructions actuelle sont inadéquates ou insalubres — ce qui signifie que près de 3 millions de Chiliens vivent dans ces conditions.

Arç antifasciste

Moi, je n'ai pas besoin de l'électricité pour chanter

(Tiré d'un bulletin clandestin
du Front du Peuple du Chili)

Moi, je n'ai pas besoin de l'électricité
pour chanter

Cette autre électricité, celle de mon peuple

C'est celle-là que je chante

Elle qui se meut entre les pôles
du dollar et de la misère

Et de la joie de combattre
pour rompre les chaînes

Solidarité internationale

Allemagne: Une délégation du PCR du Chili a assisté aux fêtes du dixième anniversaire du Parti communiste d'Allemagne (marxiste-léniniste) à Dortmund. La délégation du PCR du Chili a de plus participé à un meeting de plus de 600 personnes à Frankfort lors duquel elle a transmis ses salutations au KPD(M-L) et a fait une intervention sur la situation chilienne et internationale.

Albanie: La République populaire socialiste d'Albanie, dont l'appui à la lutte des peuples et concrètement à la lutte du peuple chilien est permanent, a diffusé diverses nouvelles d'ANCHA sur les ondes de *Radio Tirana*, dans le journal *Zëri i Popullit* et dans l'Agence télégraphique albanaise. D'autre part, la rédaction de notre journal a reçu les salutations chaleureuses de la revue *PUNA*, organe des Unions professionnelles d'Albanie.

Kenya: Le Comité central du Parti des Travailleurs du Kenya a envoyé une lettre à ANCHA dans laquelle il salue la lutte que la classe ouvrière et le peuple chilien mènent contre Pinochet, le régime fasciste chilien et l'impérialisme américain. Dans leur lettre, les camarades nous disent que lors de la visite d'une délégation de la dictature chilienne au Kenya l'année dernière, le peuple du Kenya a organisé de grandes manifestations antifascistes. Dans leur lettre, les camarades du Parti des Travailleurs du Kenya nous parlent de la dure lutte clandestine qu'ils mènent contre le colonialisme, le néo-colonialisme et l'impérialisme et concluent par un appel à intensifier la coopération et l'unité dans la lutte contre les ennemis communs.

* * *



Erratum

Dans le dernier numéro de ANCHA, No. 39-40, en date de décembre 1978/janvier 1979, dans l'article "Propagande de la Résistance chilienne" en pages 19-20, une erreur de mise en page s'est glissée. Les 11 premières lignes de la page 20 — "autorités nous donnent des permis... sur les patrons et les autorités," doivent être placées entre les lignes 36 et 37 — c'est à dire entre "problèmes; nous ne devons pas non plus nous attendre que les" et "4. En faisant pression sur les dirigeants syndicaux pour".

ABONNEZ-VOUS A "ANCHA"

Agence de Nouvelles antifascistes chiliennes
Publiée par la Branche extérieure du Front du Peuple
ANCHA paraît tous les mois en espagnol, en français, en anglais, en allemand, et en italien



Nom _____
Adresse _____
Pays _____

Disponible de

ANCHA
B.P. 59, Cedex 13
Paris 75623, France

Tarif d'abonnement

En Europe: 1 an 30 francs
abonnement d'appui 50 francs ou plus
Ailleurs: 1 an \$10.00
abonnement d'appui \$15.00 ou plus
Prière d'envoyer tous les chèques
ou mandats postes à cette adresse
à l'ordre de **Guerrien**
(pas à ANCHA)

Les éditions française, anglaise et espagnole produites au Canada par le Comité canadien d'Appui à la Résistance chilienne sont disponibles du:

Comité canadien d'Appui à la Résistance chilienne ou du: **Centre national de Publications**
B.P. 185, station Outremont, B.P. 727, station Adelaide,
Montreal, Québec, Canada Toronto, Ontario, Canada

Les tarifs d'abonnement aux éditions française, espagnole ou anglaise produites au Canada sont de \$4.00 pour un an. Prix par exemplaire: \$0.25.

Veuillez faire tous les chèques ou mandats postes envoyés aux adresses susmentionnées à l'ordre du Comité canadien d'Appui à la Résistance chilienne ou à l'ordre du Centre national de Publications, respectivement.

Prière d'indiquer clairement vos nom et adresse ainsi que la langue dans laquelle vous souhaitez recevoir le bulletin